

Le premier ministre rwandais : les massacreurs doivent être jugés

Pierre-André Chanzy

L'Humanité, 16 mai 1994, page 9

Le chef du gouvernement désigné, Faustin Twagiramungu, se prononce pour la mise en application des accords d'Arusha. Les massacres ont été programmés par la garde et le parti présidentiels, souligne-t-il.

FAUSTIN TWAGIRAMUNGU, premier ministre désigné du gouvernement rwandais de transition à base élargie, voulu par les accord d'Arusha, a réuni les journalistes à Bruxelles. M. Twagiramungu parlait au nom du Comité de coordination des forces démocratiques du changement, alliant le Mouvement démocratique républicain (MDR) le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti libéral (PL). Il a fait salle comble au centre international de presse. A l'issue de cette conférence de presse, il a répondu aux questions de « l'Humanité ».

Rappelons que les accords d'Arusha précisaient le processus de transition démocratique. Au terme de celui-ci, un gouvernement réunissant toutes les forces politiques devait être mis en place. Les partenaires s'étaient entendus sur le nom de Faustin Twagiramungu pour le présider. Dans la vacance du pouvoir qui résulte des événements, M. Twagiramungu peut donc se revendiquer de la « légitimité » d'Arusha.

sha.

Vous êtes hutu. Avez-vous, malgré cela, été menacé ?

Je l'ai été. J'ai réussi à me cacher, puis les Belges de la MINUAR (force des Nations unies) m'ont conduit à l'aéroport. Mais j'ai appris qu'en mon absence les hommes de la garde présidentielle, à bord de blindés, sont venus chez moi. Le conflit n'est pas interethnique, comme on le dit trop souvent, ce que l'on voulait éliminer c'était l'opposition, toutes ethnies confondues.

S'agissait-il d'un plan programmé à l'avance ?

C'était un coup d'Etat. Il était prémédité. Nous avons assisté aux préparatifs. Ils étaient visibles. Les milices s'entraînaient. Les auteurs de ce coup de force, je les désigne : l'armée et la gendarmerie. Des officiers supérieurs lançaient des appels aux cadres de réserve ou à la retraite : « Vous allez pouvoir reprendre à la fois du service et votre rang ! » L'assassinat du président faisait partie de leur stratégie. Il permettait d'exciter les populations et d'éliminer physiquement l'opposition.

On a prétendu que les Belges étaient à l'origine de cet assassinat...

Je suis habitué à ce genre de mensonge. Quel intérêt la Belgique aurait-

elle eu à tuer le président ? Reconquérir le Rwanda ? Soyons sérieux ! Il s'agit d'un coup d'Etat militaire appuyé par des politiques. Voilà la vérité ! Ces politiciens-là, nous demandons à la France de ne plus les encourager...

Quelle est l'attitude de la France ?

Elle est ambivalente. J'apprécie qu'elle s'en tienne aux accords d'Arusha. Mais, d'autre part, il semblerait qu'elle continue à envoyer des armes à l'armée rwandaise par le canal du Zaïre. Très liée à l'ancien régime, la France craint l'arrivée du Front patriotique rwandais (FPR) et sa domination totale. Aussi, à ses yeux, les armes envoyées à l'armée rwandaise devraient servir de dissuasion pour freiner une prise de pouvoir du FPR et revenir aux accords d'Arusha.

On fait état ici et là de nouveaux massacres commis, eux, par le FPR. Qu'en est-il ?

S'il en est ainsi, je les condamne. Il n'y a pas de bons et de mauvais massacres mais, jusqu'ici, les journalistes présents sur le terrain n'en ont pas fait état.

En reprenant les armes, le FPR, à vos yeux, s'est-il disqualifié ?

Cela ne suffit pas à le mettre hors jeu comme interlocuteur. Il constitue un fait politique incontournable. C'est parce que les militaires refusaient, en vertu même des accords d'Arusha,

d'inclure 40% d'hommes du FPR dans l'armée que le coup d'Etat a eu lieu. Il faut, avec l'appui international, mettre les adversaires à raison et les ramener à la table de négociations.

Renégocier Arusha ?

Non pas ! Aboutir au cessez-le-feu et exécuter les accords, voilà l'objectif. Mais pour cela il est nécessaire d'obtenir une volonté commune de l'armée et du FPR. Je n'entends pas non plus que des massacreurs, sous le couvert d'Arusha, participent au gouvernement. Il faut qu'ils soient jugés par un tribunal international.

Quel peut être le rôle des Nations unies ?

Elles ne doivent pas revenir, comme elles le furent, en spectateurs. Pas de force d'interposition non plus qui d'ailleurs serait sans effet sur des massacreurs à l'arme blanche et sans uniforme. L'ONU doit intervenir dans des zones sélectionnées pour y assumer un rôle de protection. Les seuls à pouvoir imposer la paix, ce sont les Rwandais eux-mêmes. A condition de le vouloir. Sinon, il n'est d'autre solution que militaire. Les massacres continueraient. Il n'y aurait plus de Rwanda.

Votre conclusion ?

Elle tient en un principe simple : il y aura un avenir s'il y a partage du pouvoir. Je refuse un « Tutsiland ». Je refuse un « Hutuland ». Il n'est qu'un Rwanda, et un seul peuple rwandais !